ASSEMBLÉE NATIONALE

23 mars 2018

EQUILIBRE DANS LE SECTEUR AGRICOLE ET ALIMENTAIRE - (N° 627)

Adopté

AMENDEMENT

N° CD307

présenté par

Mme Maillart-Méhaignerie, rapporteure

ARTICLE 11

I. - Compléter cet article par les quatre alinéas suivants :

« *Art. L. 230-5-2.* – Les personnes morales de droit privé informent deux fois par an, à compter du 1^{er} janvier 2020, les usagers des restaurants collectifs dont elles ont la charge de la part respective des produits suivants entrant dans la composition des repas servis dans le restaurant collectif :

« – produits issus de l’agriculture biologique ;

« – produits bénéficiant d’un des autres signes, mentions ou démarches prévus par l’article L. 640-2 ou de l’écocollaboration mentionné à l’article L. 644-15 ou satisfaisant de manière équivalente aux exigences définies par ces signes, mentions, démarches ou écolabel.

« Elles informent également les usagers des démarches menées pour prendre en compte le coût du cycle de vie du produit et développer l’acquisition de produits bénéficiant des labels de commerce équitable mentionnés au III de l’article 60 de la loi n° 2005-882 du 2 août 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises ou satisfaisant de manière équivalente aux exigences définies par ces labels. »

II. – En conséquence, à l’alinéa 1, substituer aux mots :

« il est inséré un article L. 230-5-1 ainsi rédigé »,

les mots :

« sont insérés les articles L. 230-5-1 et L. 230-5-2 ainsi rédigés ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le présent amendement vise à assurer l’information des usagers de la restauration collective privée à compter du 1^{er} janvier 2020. Il est important qu’ils puissent savoir quelle est la proportion de

produits de qualité qui entre dans la composition de leurs repas et dans quelle mesure cette proportion progresse avec le temps.

Ces données objectives permettent également de faciliter les comparaisons et de valoriser les bonnes pratiques.